

Le Monde

SCIENCE
& MÉDECINE
SUPPLÉMENT
8 PAGES

AN-CHARLES HUE
S DES YÉNICHES



PRESCRIPTIONS MÉDICALES
TROP, C'EST TROP!

SCIENCES & MÉDECINE – SUPPLÉMENT

2 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

res

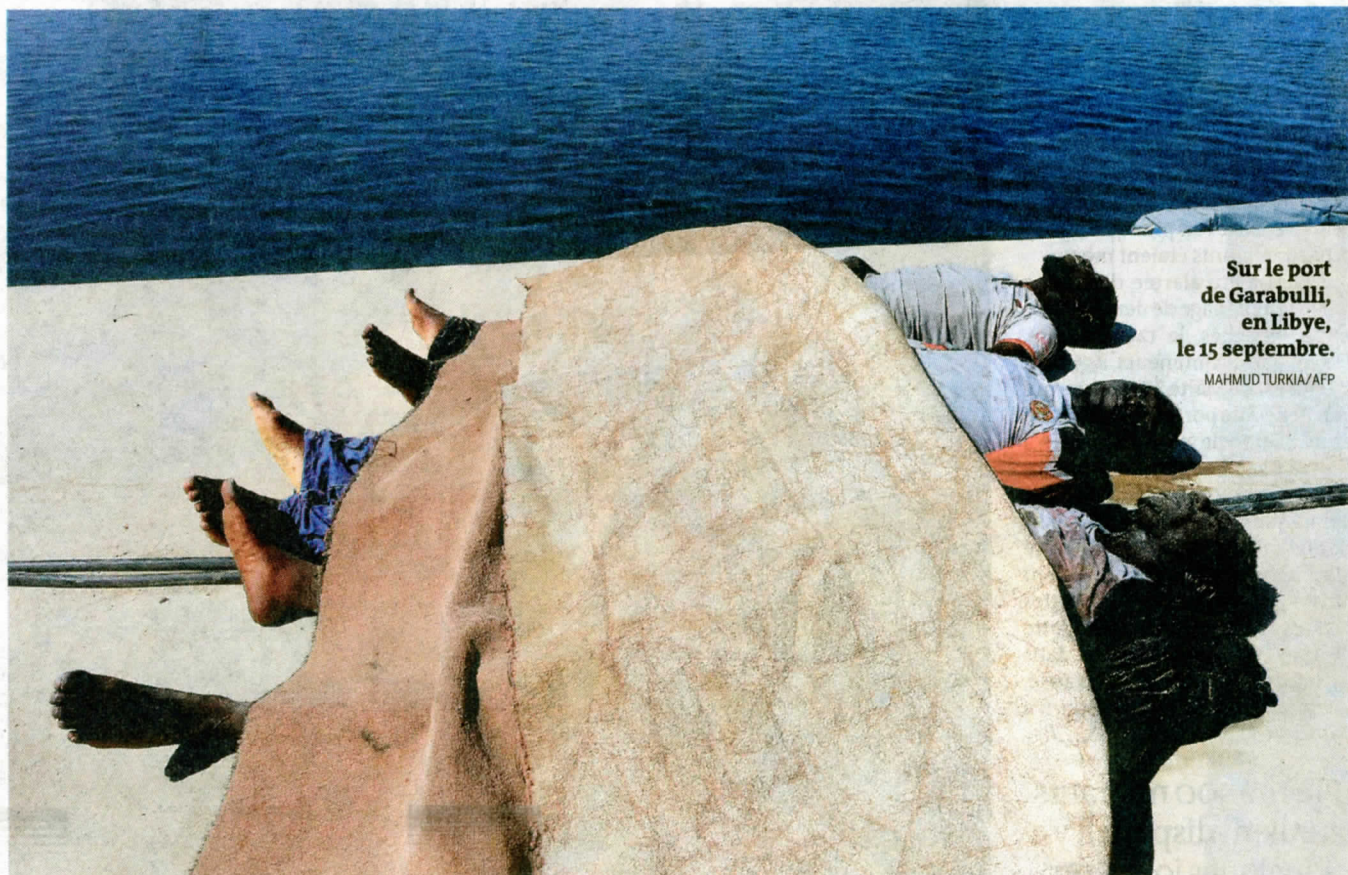
Walls

annoncer
rale, est pris
deurs du PS

ans *Le Parisien* que
cial a vécu ».

ment a gardé un pru-
fait aucun doute que
ronales ne vont pas
alls et François Hol-
cessivement s'expri-
e pour défendre leur
reprise devant une
en plus défiante.

BAPTISTE CHASTAND
LIRE LA SUITE PAGE 7



Sur le port
de Garabulli,
en Libye,
le 15 septembre.

MAHMUD TURKIA/AFP

DES MIGRANTS VICTIMES DE LEURS PASSEURS AU LARGE DE LA LIBYE

500 migrants partis d'Égypte auraient trouvé la mort après le naufrage de leur embarcation. Les guerres dans le monde arabe ont conduit à un afflux de réfugiés vers l'Europe. 2 900 clandestins se sont noyés depuis janvier

Nouveaux naufrages meurtriers en Méditerranée

Le nombre de migrants a plus que doublé par rapport à 2013, tandis que celui des morts a quadruplé en un an

Ce pourrait être le plus grave naufrage de ces dix dernières années, selon l'Organisation mondiale des migrations (OIM). L'organisation a révélé, lundi 15 septembre, que plus de 500 migrants auraient disparu il y a quelques jours, entre la Crète et Malte. Un nombre de victimes jamais atteint jusqu'à présent, et qui porterait à plus de 2900 le total de clandestins décédés depuis le début de l'année en essayant de rejoindre l'Europe par la mer. Quatre fois plus qu'en 2013, où 700 migrants étaient morts.

L'OIM a été alertée du drame par le témoignage de deux Palestiniens repêchés, le 12 septembre, par un porte-conteneurs, à 550 km au sud-est de Malte. Le navire – qui venait déjà de porter secours à une embarcation de 380 personnes – a repéré dans l'eau les deux hommes. Ils ont raconté être à la dérive depuis plus de 24 heures. L'un portait un gilet de sauvetage, l'autre était accroché à une bouée. Sept autres personnes ont été sorties vivantes de l'eau, dont une fillette de 3 ans. Mais toutes étaient dans un état d'hypothermie avancé, inconscientes. Un nourrisson n'a pas survécu.

Plus de 500 migrants auraient disparu il y a quelques jours, un nombre de victimes jamais atteint jusqu'à présent

D'après le témoignage des deux Palestiniens recueillis par l'OIM en Italie après avoir été débarqués à Pozzallo, en Sicile, le naufrage aurait été provoqué par une altercation entre migrants et passeurs. Les candidats à l'exil auraient été contraints de changer plusieurs fois de bateau durant la traversée. Mais lors du dernier transfert, les passeurs les auraient contraints à sauter sur une embarcation plus petite. Une rébellion aurait alors éclaté et les passeurs auraient



Des naufragés secourus en Méditerranée par les marins de l'opération Mare Nostrum, le 14 septembre. EPA/MAX PPP

embouti l'embarcation des migrants, faisant couler le bateau. Dans une première version de leur récit faite au personnel du porte-conteneurs, les deux Palestiniens, âgés d'une trentaine d'années, avaient déclaré que la traversée s'était faite avec deux bateaux. Le premier transportait 300 à 400 migrants, l'autre 30 personnes. Mais ce dernier aurait commencé à prendre l'eau. Il aurait voulu forcer le plus gros à s'arrêter. Les deux

embarcations auraient alors coulé ensemble. Toujours selon les deux rescapés, ils faisaient partie d'un groupe d'environ 500 personnes parties de la bourgade de Damiette, en Egypte, le 6 septembre. Dans ce groupe composé notamment de familles et de mineurs isolés, il y avait des Syriens, des Palestiniens, des Egyptiens et des Soudanais. L'un des deux Palestiniens a raconté qu'après le naufrage il avait déri-

vé, agrippé à sa bouée avec sept autres personnes, dont un mineur égyptien. Le jeune garçon lui avait expliqué avoir voulu tenter de rejoindre l'Europe « pour payer des soins médicaux à son père cardiaque », selon le bureau de l'OIM à Genève. Le garçonnet serait mort d'épuisement comme les autres. Alors qu'une enquête a été ouverte par les autorités italiennes, ce dernier naufrage s'inscrit dans un contexte d'explosion des

tentatives de traversée. Si quelque 60 000 migrants ont tenté ainsi de rejoindre l'Europe en 2013, ils sont déjà plus de 130 000 depuis le début de l'année, a indiqué le Haut Commissariat pour les réfugiés. Les victimes de ce drame étaient parties d'Egypte, mais la plupart des embarcations se lancent aujourd'hui des côtes libyennes, où l'instabilité politique depuis le décès de Mouammar Kadhafi fin 2011 a laissé le champ libre

aux trafics en tous genres. Des trafics aidés par la guerre en Syrie et les conflits larvés dans la Corne de l'Afrique. Le premier ministre maltais a estimé à ce titre, lundi 15 septembre, qu'il était « évident » que l'ONU devait intervenir en Libye pour mettre fin à « l'anarchie ». Depuis mai 2013, la Commission européenne a bien donné son feu vert à une « mission d'assistance » en Libye, l'Eubam. Ce bureau, ouvert à Tripoli avec un budget de 30 millions d'euros et une centaine d'agents, est censé aider les autorités libyennes à coordonner marine, police, gardes frontières et douanes. Mais son travail s'avère très compliqué.

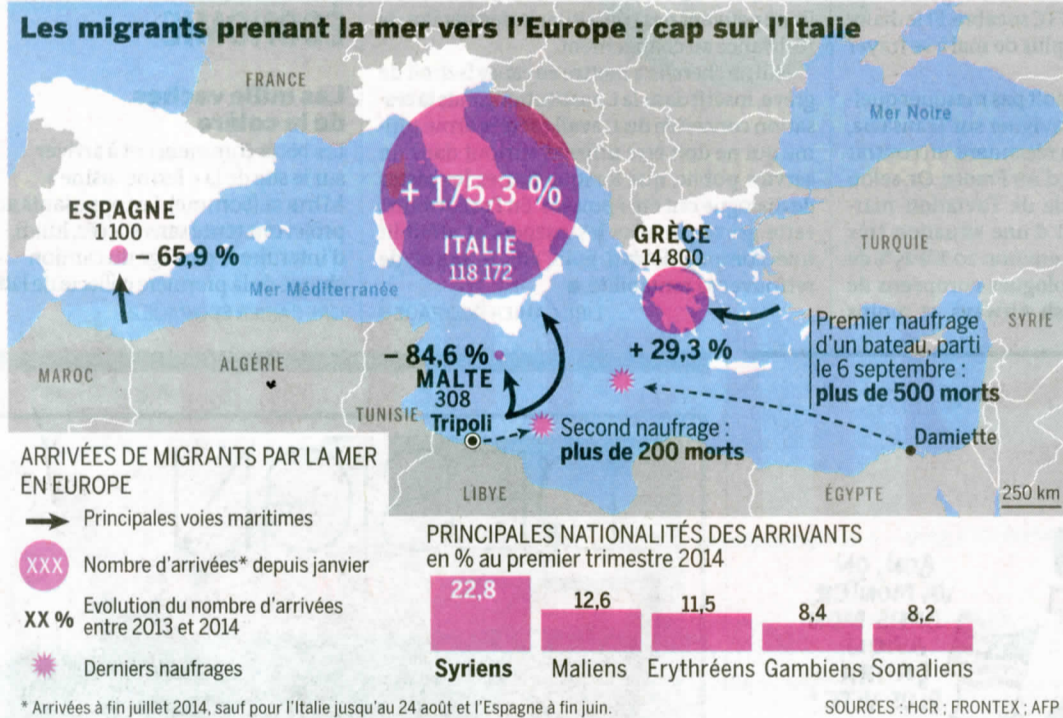
La Commission Juncker veut combiner politiques migratoire et étrangère

Bruxelles
Bureau européen

Deux courts messages sur Twitter de la commissaire sortante à l'immigration, Cecilia Malmström, dénonçant les réseaux de passeurs et appelant les Européens à ouvrir « les voies légales d'accès à l'Europe » en guise de réaction aux naufrages au large de Malte et de la Libye : Bruxelles a appris à ne plus trop s'émouvoir des drames à répétition en Méditerranée.

Jean-Claude Juncker, le président de la future Commission européenne, qui entrera en fonctions le 1^{er} novembre, formule pourtant de grands espoirs : il ambitionne que l'Union se dote d'une « nouvelle politique migratoire ». Dès le démarrage de sa campagne électorale, le candidat du Parti populaire européen avait placé ce thème parmi ses cinq principales préoccupations, évoquant la nécessité d'éviter que « des situations telles que celles de Lampedusa se reproduisent ».

Il sait déjà que ce souhait ne sera pas exaucé : les centaines de clandestins morts au cours des derniers jours au large de Malte et de la Libye ne seront sans doute pas les dernières victimes des passeurs. Beaucoup d'autres tenteront encore, comme eux, de fuir des guerres ou des situations humanitaires désastreuses. Depuis le début de l'année, 130 000 personnes ont accosté sur les rives de l'Europe, deux fois plus que pour la même période de 2013. En juillet, Amnesty Interna-



tional dénombrait 23 000 victimes depuis 2000 en Méditerranée. Et, lundi 15 septembre, l'organisation dénonçait la réponse « honteuse » de l'UE aux crises du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Pétri de bonnes intentions, le programme de M. Juncker évoque la nécessité de faire naître « un esprit de solidarité » et une collaboration étroite entre les Vingt-Huit. Son programme évoque l'obligation d'une « politique commune forte en matière d'asile », d'une autre en matière de migration

légale, une lutte résolue contre l'immigration clandestine et une meilleure coopération avec les pays tiers. Le tout assorti de la promesse de sanctions plus sévères contre les trafiquants et de frontières sécurisées, destinées à « empêcher un afflux incontrôlé d'illégaux ».

Le ton est vigoureux, l'objectif n'est pas nouveau. En octobre 2013, après les 400 morts de Lampedusa, les Européens avaient mis en place une « task force pour la Méditerranée », dont les résultats sont plus qu'incertains.

Ils avaient aussi discuté d'une opération de sécurité et de surveillance de la Méditerranée par l'agence de surveillance Frontex, sans qu'elle soit nécessairement dotée de moyens supplémentaires, alors que le budget qu'elle réserve aux tâches opérationnelles ne dépasse pas 50 millions d'euros. Le tout alors que les pays du Sud se plaignent d'avoir à traiter seuls les demandes d'asile, sous l'œil indifférent du Nord.

Aujourd'hui, l'Union sait que même si elle multiplie les procédures et les outils (innombrables

depuis 20 ans), elle se heurte à trois réalités : le nombre de demandes d'asile ne cesse de croître (413 000 en 2013, dont une grande majorité est rejetée) ; les routes des candidats à l'immigration changent constamment, s'adaptant à toutes les évolutions ; et la politique européenne est de plus en plus dépendante d'un contexte international très détérioré. Pour preuve, les nationalités présumées des derniers naufragés : Syriens, Somaliens, Palestiniens, etc.

Dans la lettre de mission qu'il a reçue comme tous ses futurs collègues, le nouveau commissaire à l'immigration, le Grec Dimitris Avramopoulos, se voit assigner des tâches ambitieuses, sous l'autorité du vice-président de la Commission, Frans Timmermans, chargé notamment de faire respecter l'Etat de droit et la Charte des droits fondamentaux, et de Federica Mogherini, qui dirigera la diplomatie commune. L'idée de combiner politiques migratoire et étrangère semble enfin devenue une évidence. Elle devrait permettre de mieux lutter contre les trafics tout en favorisant le dialogue avec les pays de transit.

M. Avramopoulos, issu d'un pays très critiqué pour le sort qu'il réserve aux demandeurs d'asile, sera aussi chargé d'appliquer le système commun d'asile et de « développer une stratégie pour augmenter la réponse aux situations de crise ». M. Juncker ne mesurait pas à quel point la tâche de M. Avramopoulos serait urgente. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

La plupart des embarcations partent de Libye, où les trafics en tous genres ont le champ libre

Presque un an après deux naufrages qui avaient causé la mort, en octobre 2013, au large de Lampedusa, de plus de 400 personnes, les Etats membres de l'UE peinent à trouver une réponse face à ces tentatives désespérées. La question est d'autant plus délicate que beaucoup des migrants sont des candidats à l'asile qui obtiennent protection une fois en Europe.

L'opération « Mare Nostrum », lancée fin 2013, juste après ces drames, est jugée aujourd'hui essentielle par les défenseurs des étrangers, mais trop onéreuse par la Commission. 2 380 personnes ont été recueillies par la marine italienne ce week-end. Certains acteurs de terrain estiment aussi qu'en systématisant le sauvetage de toute embarcation se déclarant en difficulté, « Mare Nostrum » a renforcé les départs, les passeurs ayant détourné le système à leur avantage.

Lors d'un énième naufrage le 14 septembre près des côtes libyennes, où « Mare Nostrum » n'intervenait pas, seules 36 personnes ont toutefois pu être sauvées sur 200. La majorité étaient des femmes. ■

ÉLISE VINCENT